Militants de l'utopie ? Les fouriéristes dans la seconde moitié du XIX^e siècle, Bernard Desmars. Dijon, Les Presses du réel, 2010, 430 pages

Michel Dreyfus

Numéro 317, août 2010

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1020885ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1020885ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association Recma

ISSN

1626-1682 (imprimé)

2261-2599 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dreyfus, M. (2010). Compte rendu de [*Militants de l'utopie ? Les fouriéristes dans la seconde moitié du XIX^e siècle*, Bernard Desmars. Dijon, Les Presses du réel, 2010, 430 pages]. *Revue internationale de l'économie sociale*, (317), 95–97. <https://doi.org/10.7202/1020885ar>

effort n'est pas complété par les instruments appropriés et, malgré les expériences pilotes d'échanges d'expériences entre associations, le projet de centrale de risques échoue, alors que là encore PlaNet Finance a proposé une étude de faisabilité en 2003, mais rien n'a jamais suivi sur le terrain.

Concurrence au détriment des plus pauvres

Avec un secteur très concentré, où les quatre plus grandes associations servent 90 % des emprunteurs du secteur, mais où 40 % de leurs clients sont engagés dans des prêts croisés, le taux de remboursement se détériore, dépassant les 30 % en mai 2009⁽⁵⁾. Depuis, une institution leader, Zakoura, a fusionné avec une fondation d'origine bancaire et les rééchelonnements de crédit se poursuivent. Pour le CGAP⁽⁶⁾, les capacités institutionnelles des associations ont été dépassées et il est vrai que les politiques de crédit, les systèmes d'information ou le contrôle interne doivent être renforcés, tout comme les systèmes de gouvernance d'associations aux pouvoirs souvent très concentrés. Mais Rida Lamrini a de bonnes raisons de rappeler que la crise de la microfinance au Maroc a également pour origine une « *distorsion que les bailleurs publics et étrangers ont créée en soutenant massivement des associations au détriment d'autres. Certains qualifient à tort ces distorsions de compétition, alors que la règle première de la concurrence est le respect des règles du jeu et la fourniture des mêmes [bases] de départ [...]. Cette même réalité est à l'origine de l'absence de cohésion pour le développement du secteur et présente le risque de son glissement vers la course à la taille et la réduction des coûts : ce qui ne se traduirait pas forcément par une réduction des coûts pour [les] clients. Cette course risque d'éloigner [les associations de microcrédit] du segment le plus pauvre de la population, les plus petits crédits engendrant les coûts de transaction les plus élevés! L'exemple du monde rural servi à 3 ou 4 % par*

rapport à ses besoins est édifiant à cet égard! Car le microcrédit rural est coûteux avec des crédits qui se situent entre 500 et 3 000 DH » (p. 155).

On comprendra la faible diffusion de ce type de témoignage issu de l'expérience des acteurs de terrain et on en attend avec d'autant plus d'impatience la suite pour comprendre, à l'instar d'Eric Cheynis, comment l'association associative se construit dans la « pratique » au Maroc.

François Doligez,

Iram, université de Rennes 1 ●

Militants de l'utopie ?

Les fouriéristes

dans la seconde moitié du XIX^e siècle

Bernard Desmars. Dijon,

Les Presses du réel, 2010, 430 pages.

Si l'œuvre de Charles Fourier a été beaucoup étudiée, notamment depuis deux décennies, celle du devenir de sa doctrine après sa mort, en 1837, restait largement à découvrir. En ce domaine, trois hypothèses étaient suggérées de façon plus ou moins explicite par les historiens, mais elles n'avaient guère été vérifiées. Comme de nombreux saint-simoniens, les fouriéristes auraient renié leurs convictions et se seraient « adaptés » au capitalisme. Deuxième possibilité, ils auraient tenté de concrétiser le fouriérisme dans des colonies icariennes, le plus souvent aux Etats-Unis, mais ces initiatives se seraient soldées par un échec. Ou enfin, ils auraient attendu, mais vainement, le nouveau monde annoncé par les prophéties socialistes. Bernard Desmars montre qu'au-delà de ces visions réductrices le fouriérisme, en tant que doctrine, a survécu à l'échec de la II^e République, puis, après avoir pu se maintenir tant bien que mal aux débuts du Second Empire, qu'il a commencé à se reconstruire à l'orée de la décennie 1860.

Les fouriéristes et l'essor coopératif

Non sans mal, les disciples du maître réorganisent le mouvement sociétaire autour de la Librairie des sciences sociales et d'un périodique,

(5) Reille X., 2009, *The rise, fall on recovery of the microfinance sector in Morocco*, CGAP Brief, 4 p.

(6) Groupe consultatif d'assistance aux pauvres, « club » de bailleurs de fonds publics et privés dont le secrétariat est à la Banque mondiale.

La Science sociale, en se réunissant, comme ils le peuvent, à Paris et en province. Mais leur action n'est pas que théorique. Certains ont jeté depuis 1845 les bases d'une exploitation agricole à Saint-Denis-du-Sig, en Algérie, exploitation qui subsistera jusqu'à la fin de la décennie 1880. Constituée dans le courant des années 1850, la Société agricole et industrielle de Beauregard à Vienne (Isère), animée par Henri Couturier, connaît une certaine renommée, mais elle périclité à partir de la décennie 1880. Ces deux communautés juxtaposent des individus de tous les âges, en associant dans un esprit fouriériste activités de production, de consommation et de loisirs. D'autres réalisations d'inspiration fouriériste sont assez différentes. Née un peu plus tardivement d'une société de secours mutuels, la Maison rurale d'expérimentation sociétaire de Ry, proche de Rouen, est animée par le médecin Adolphe Jouanne; elle se spécialise dans l'enfance en se concentrant sur les tâches éducatives et elle poursuivra ses activités jusqu'en 1885. Enfin, le Ménage sociétaire de Condé-sur-Vesgre, dans la forêt de Rambouillet, après un premier départ en 1832, tente d'organiser une vie communautaire au début des années 1860; il ne survivra guère à la décennie 1870.

A travers ces réalisations ainsi que quelques autres plus réduites, les fouriéristes de l'école sociétaire participent à l'essor du mouvement coopératif, qui prend alors son envol à travers diverses coopératives de consommation et de production. Pour ne prendre qu'un exemple, Faustin Moigneu, qui contribuera au développement de la Banque des sociétés ouvrières de production créée en 1893, s'est d'abord intéressé à différents projets d'association agricole dans les années 1870-1880. En revanche, les fouriéristes ne semblent jouer qu'un rôle marginal dans la constitution des organisations ouvrières et d'abord l'Association internationale des travailleurs (ou 1^{re} Internationale). En somme, alors que beaucoup de saint-simoniens participent au développement du capitalisme industriel et bancaire sous le Second Empire, les fouriéristes ont de leur côté une certaine influence sur

les sociétés de secours mutuels, même si l'on connaît encore bien mal les animateurs de ces dernières à partir de leur « notabilisation » par Napoléon III en 1852. Mais en fin de compte, c'est au sein du mouvement coopératif que les fouriéristes auraient été particulièrement actifs. Cette hypothèse particulièrement stimulante devra être vérifiée dans de futurs travaux sur l'histoire du mouvement coopératif, histoire qui reste largement à écrire.

Une histoire sociale en action

La plupart de ces initiatives fouriéristes sont affectées par la guerre de 1870-1871, puis par la Commune de Paris. Certaines connaissent ensuite un nouveau départ et il se tient même un congrès fouriériste en 1872. La lente réorganisation du mouvement ouvrier qui s'effectue alors – il est soumis durant plusieurs années à des mesures répressives – favorise dans un premier temps l'option coopérative: telle semble la voie retenue lors du premier congrès ouvrier tenu depuis la Commune, à Paris en 1876. Mais en dépit de l'effort de certains militants, le mouvement sociétaire entame un déclin qui s'aggrave durant la décennie suivante, tant en raison de tensions internes qu'en raison du vieillissement ou de la disparition de la plupart de ses membres. A travers le tableau de ces réalisations ainsi qu'une approche très fine des militants qui les animent, Bernard Desmars fait revivre une histoire sociale fort mal connue: il nous apprend beaucoup sur l'émergence de sociétés de secours mutuels, de coopératives et d'associations de toutes sortes que ces militants ont mises sur pied. Si l'on en connaissait quelques-uns, comme Jean-Baptiste Godin, que savait-on de ces épigones fouriéristes que furent l'ingénieur polytechnicien Nicolas Lemoyne, auteur de la « doctrine hiérarchique fusionnaire », ou Hippolyte Destrem, adepte du « logico-juridisme », et de bien d'autres que l'auteur, grâce à une plongée dans des archives et une littérature peu utilisée jusqu'alors, fait revivre dans toute leur diversité?

Un seul petit regret: cet ouvrage ne comporte pas d'index des noms de personnes; celles-ci

sont fort nombreuses et un tel index eût facilité bien des recherches. Cela dit, il faut souligner l'importance de cet ouvrage qui montre l'ampleur de la génération fouriériste et son empreinte sur la société dans la plus grande partie du XIX^e siècle. Cette histoire sociale en action était jusqu'alors aussi méconnue que passionnante et il faut remercier Bernard Desmars pour en avoir restitué toute la richesse.

Michel Dreyfus ●

Ethique de l'existence post-capitaliste : pour un militantisme existentiel

Christian Arnsperger.

Ed. du Cerf, 2009, 314 pages.

Ce livre de Christian Arnsperger ne porte pas spécifiquement sur l'économie sociale ou solidaire et l'on pourrait se demander ce qui justifie un compte rendu au sein de la *Recma*. C'est que le propos de l'auteur intéresse tous ceux qui, à un titre ou à un autre, cherchent à s'inscrire dans une perspective autre que le capitalisme. L'auteur défend en effet la thèse, déjà présente dans ses précédents ouvrages, que le capitalisme s'accompagne d'une métaphysique que nous avons intégrée et que toute remise en cause ne peut aboutir qu'à condition de faire une place à la constitution d'une nouvelle métaphysique pour laquelle il esquisse quelques pistes.

Désincorporer le capitalisme

Christian Arnsperger est un économiste belge, chercheur au FNRS (Belgique), et enseigne à la chaire d'éthique économique de l'université catholique de Louvain. Auteur de plusieurs ouvrages d'épistémologie et de réflexion critique sur les fondements spirituels du capitalisme, il franchit dans ce dernier livre une nouvelle étape et développe les bases d'une autre société. Son propos n'est pas principalement économique ou politique, quoique ces dimensions y soient explicitement envisagées, mais s'intéresse avant tout aux valeurs qu'un homme désireux de vivre une expérience non capitaliste doit

retravailler. Tout l'intérêt de sa réflexion réside en effet dans la démonstration des présupposés existentiels sur lesquels repose le capitalisme et dont tout individu doit se défaire s'il veut que son action échappe au système bâti depuis plusieurs siècles – c'est en ce sens qu'il affirme que sa visée est thérapeutique. Ce n'est qu'à la suite de ce travail sur soi qu'il peut véritablement renouveler son action dans le monde, en s'inscrivant dans un libéralisme existentiel. Ces deux tâches sont entreprises en quatre parties : axiomatique de l'aliénation capitaliste, axiomatique de la libération post-capitaliste, devenir des militants existentiels, faire émerger l'avenir. Neuf chapitres ponctuent le chemin. Nous ne détaillerons pas chacune de ces étapes, faute de temps, mais insisterons sur les avancées qui nous ont le plus marqué afin de donner le goût de suivre cette voie.

Simplifier, universaliser, démocratiser

Le premier constat, banal s'il n'est mené à son terme, est que les phénomènes économiques ne sont pas autosuffisants, mais qu'ils ont des dimensions tant individuelles que collectives, tant extérieures qu'intérieures. Or à ces quatre dimensions correspondent des axiomes capitalistes : par exemple, l'innovation se comprend comme un savoir profitable. Toute la force destructrice du capitalisme tient à ce que nous avons tous intégré ces axiomes et que toutes nos pensées, toutes nos actions, quand bien même nous les souhaiterions contestataires, en sont imprégnées, ne nous permettant pas de sortir du système dont ils constituent l'imaginaire clos. C'est ainsi que le capitalisme fonde une société aliénée, en ce sens que toute proposition d'évolution y est ressentie par les individus comme totalitaire ou que les mêmes sujets ne sont plus capables d'avoir une vision complète d'eux-mêmes ou de la société, la réduisant à ce que donne à voir la culture qui les forme. Ce faisant, l'homme ne peut plus imaginer d'autre demain et nous nous situons alors, quoi que l'on en dise sur le plan purement théorique, dans une fin de l'histoire.